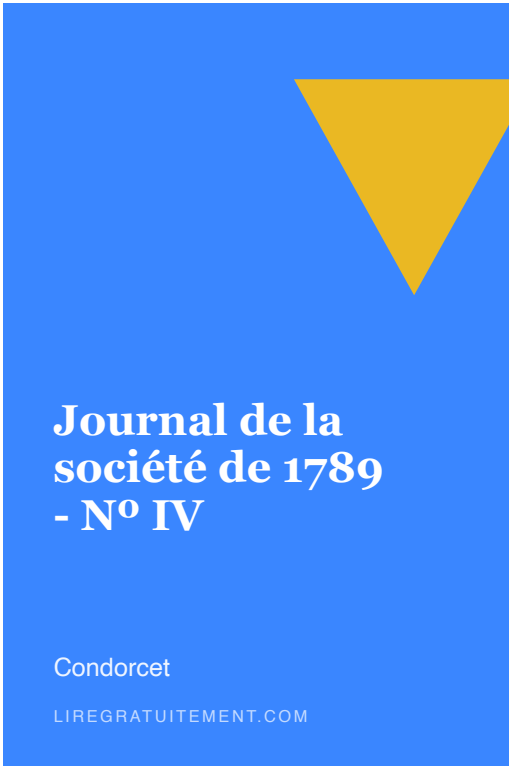


Journal de la société de 1789 - Nº IV

Condorcet

LU AVEC LIREGRATUITEMENT.COM

Livre libre de droits, lisible gratuitement en ligne et en quinze minutes par jour.

Chapitre 1

Au lecteur

Cette version numérisée reproduit dans son intégralité la version originale. Les erreurs manifestes de typographie ont été corrigées.

La ponctuation n'a pas été modifiée hormis quelques corrections mineures.

Les mots en gras dans l'original sont entourés de =.

26 JUIN 1790. Nº. IV.

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ DE 1789.

Nicolas de Condorcet Pierre Samuel du Pont, député du bailliage de Nemours M. de Klinglin, lieutenant de roi.

On s'abonne pour ce Journal, dont il paroît un Numéro chaque semaine.

A la Société de 1789, Nº. 105. } Chez le Rédacteur, Nº. 59. } Chez Dessenne, } } au Palais-Royal. Mad. Vaufleury,} Libraires, } Denné, } }

Chez Lejay fils, rue de l'Echelle Saint-Honoré.

Et chez tous les Directeurs des Postes, ainsi que chez les principaux Libraires du royaume et de l'étranger.

Le prix de la souscription est de 24 liv. par an pour Paris, et de 27 liv. pour la province. Franc de port.

ART SOCIAL.

AVERTISSEMENT PRÉLIMINAIRE.

LA Société de 1789, en arrêtant que le mémoire suivant, lu par M. du Pont, l'un de ses membres, dans la séance du 20 de ce mois, seroit imprimé dans son journal, n'a point prétendu énoncer une opinion, mais seulement inviter à la discussion sur un objet dont il est impossible de se dissimuler l'importance et la difficulté.

Le pacte connu sous le nom de _pacte de famille_, peut-il être ratifié par une nation libre, par une nation qui connoît les droits naturels de l'homme, et qui veut les défendre?

Une nation qui a déclaré qu'elle prend la justice pour l'unique base de sa politique extérieure comme de ses loix, peut-elle faire la guerre pour soutenir un privilège exclusif, fondé sur une bulle d'Alexandre VI?

Dans le cas où il seroit utile à la France de rester unie avec la nation Espagnole, ne devroit-elle pas attendre que l'on attaquât les droits de l'Espagne, et non ses prétentions?

La France ne doit-elle pas, avant de se déclarer pour l'Espagne, juger si les propositions qui lui sont faites par l'Angleterre, sont raisonnables ou tyranniques? Avant de proposer un désarmement à l'Angleterre, ne doit-elle pas se mettre à portée de lui garantir le consentement de l'Espagne aux propositions regardées comme justes par la France?

Doit-on prendre un parti à l'égard de l'Angleterre, sans connoître les véritables intentions de l'Espagne? sans être assuré des dispositions du roi de Hongrie, de l'impératrice de Russie, sans avoir pénétré les projets du roi de Prusse, ceux mêmes du roi de Suède?

La ligue de la France, de l'Espagne, de Naples, du roi de Hongrie, de la Russie et du Danemarck, a-t-elle assez de prépondérance sur celle de l'Angleterre, de la Hollande, de la Suède, du roi de Prusse, de la Pologne et des Turcs, pour espérer de contenir par cette réunion l'ambition de l'Angleterre?

L'existence du roi de Suède et du Stathouder, la souveraineté de Pitt, ne seroient-elles pas cruellement compromises par le moindre revers?

Les parleurs et les écrivains payés par le ministère Anglois, effrayés de la liaison de nos patriotes éclairés avec les Stanhope, les Price, avec les autres véritables amis de la liberté angloise, ne méritent sans doute que le mépris; mais ne peut-on pas se tromper en faisant le contraire de ce qu'ils veulent? Il est impossible de ne pas croire au projet formé par le ministère Anglois de troubler l'Europe; il est impossible de ne pas le regarder comme l'ennemi de la liberté de tous les peuples, et surtout de la liberté angloise, de ne pas abhorrer son avide et hypocrite machiavélisme. Mais parce qu'il veut entraîner sa nation dans la guerre, s'ensuit-il que nous devions seconder ses projets?

Les guerres d'un peuple libre peuvent-elles réussir si elles ne sont pas populaires? Ne vaut-il pas mieux attendre pour faire la guerre que la nation soit bien convaincue des perfides projets du ministère Britannique? Que les agens qu'il peut avoir au milieu

de nous soient bien connus? Que cette haine puérile pour l'Espagne, cette imbécille confiance dans les bonnes intentions des ministres Anglois, ne puisse plus influer en France, je ne dis pas sur l'opinion publique, mais sur l'opinion populaire?

Telles sont les questions qu'il faut agiter, le mémoire de M. du Pont inspirera sans doute le désir de les résoudre.

CONSIDÉRATIONS

Sur la position politique de la France, de l'Angleterre et de l'Espagne.

Par M. DU PONT, député du bailliage de Nemours à l'Assemblée Nationale.

AVERTISSEMENT

DE L'AUTEUR.

J'ignore si ce seroit à la tribune de l'Assemblée Nationale qu'il faudroit exposer les vérités que renfermera cet écrit.

L'Assemblée peut croire que les premières résolutions à prendre à leur sujet, sont dans la classe de celles qui ont été constitutionnellement confiées aux soins du gouvernement, et qu'elle n'est obligée de s'en occuper que sur les propositions que le roi pourroit lui faire. Quoique l'objet de la délibération fût très-important, il est donc vraisemblable qu'on trouveroit qu'_il n'y a pas lieu à délibérer_.

J'ignore si ce seroit au roi et à ses ministres que je devrois adresser mes réflexions.

Il est très-délicat pour un membre du corps législatif de donner des mémoires au ministère. Je le ferois dans les intentions les plus pures; et je trouverois des hommes charitables qui, jugeant de mon ame par la leur, calomnieroient mes intentions.

Ce que je sais est, qu'il s'agit de la dignité, de la sûreté, de la puissance et de l'existence de ma patrie.

Ce sera donc à tous mes concitoyens que je parlerai; et ceux d'entr'eux qui croiront devoir et pouvoir influer sur son salut y influeront.

Le tems de la politique mystérieuse est passé; celui de la politique franche, raisonnable et ferme, qui ne cache aucun motif de ses déterminations, qui démasque ouvertement les combinaisons de ses adversaires, et qui leur montre loyalement l'intention et les moyens qu'elle a d'y mettre obstacle: ce tems heureux est enfin venu.

CHAPITRE PREMIER.

Qu'est-ce que veut l'Angleterre?

L'Angleterre fait avec la plus grande vivacité un armement formidable.

Elle en fait faire un autre à la Hollande, destiné à intercepter les approvisionnemens maritimes que nous pourrions tirer du Nord.

Les ministres Anglais semblent passionnés pour la guerre. Ils ont déja dépensé vingt millions dans leurs ports, et nous igno-

rons quelle somme chez leur allié. Ils ralentissent, ils interrompent le commerce de la Grande-Bretagne, qui lui est si cher; ils enlèvent à ses vaisseaux marchands leurs matelots. Ils dissolvent un parlement qui ne leur paroît pas assez _guerrier_, pour en former un autre qui soit disposé à ne refuser, ni sang, ni argent. Et si on les croit, cet appareil, ce trouble, ces frais très-réels de guerre n'ont pour objet qu'une querelle qui n'est d'aucune importance, et dans laquelle il s'agit seulement de deux vaisseaux contrebandiers arrêtés au nord de la Californie, sur une côte dont l'Espagne avoit antérieurement pris possession, et où après un voyage de plus de six mille lieues, et au prix de six autres mille lieues pour le retour, on ne peut faire qu'un misérable commerce de pelleteries avec des sauvages. Le sujet même de la contestation n'existe plus, car l'Espagne a rendu les deux vaisseaux.

La nation Anglaise est cependant fort loin d'être insensée; son gouvernement est très-éclairé. Elle a pour ministre principal, un homme d'un grand talent et d'une grande réputation.

L'Angleterre veut donc autre chose que la réparation du dommage souffert par les propriétaires de ses deux vaisseaux interlopes. Elle veut même autre chose que la liberté de la navigation à _Nootka_; et ce que l'on fait vouloir à l'Angleterre ne doit pas être de petite conséquence, puisqu'on exige d'elle à cette occasion de si grands sacrifices.

Le ministère Anglais ne disant pas encore nettement ce qu'il veut, c'est à nous de le deviner dans ses préparatifs; et je vais le dire à sa place.

L'Angleterre a proposé à l'Espagne un traité de commerce très-avantageux pour la Grande-Bretagne, et très-nuisible au commerce de la France et à celui de l'Espagne elle-même.

L'Espagne ne s'y est pas prêtée.

L'Angleterre veut obtenir par la terreur ce traité ou un plus favorable encore; elle veut s'assurer de fait le commerce à-peu-près exclusif de l'Espagne, comme elle s'est procuré celui du Portugal. Elle veut de plus, à la faveur du commerce de la Californie septentrionale, qui lui importe peu, s'assurer le commerce interlope du Pérou, qui lui importeroit beaucoup, et le moyen d'y fomenter les séditions qui s'y sont déja manifestées.

Si l'Espagne ne s'en laisse pas imposer, l'Angleterre veut saisir cette circonstance pour sonder les dispositions et la politique du nouveau royaume de France.

Elle y a des amis, qu'elle sait s'attacher par un lien puissant, dans la capitale, dans les provinces et dans tous les ports. Le châtelet et la municipalité de Paris, les événemens de Marseille, l'ont certifié à l'assemblée nationale.

Le change, que la mauvaise administration du commerce et des droits de traite, la destruction des barrières extérieures du royaume,et sur-tout le retrait que les étrangers ont fait des sommes qu'ils plaçoient ordinairement dans nos fonds publics et les opérations forcées pour procurer de l'argent à la capitale, avoient rendu excessivement défavorable, s'est un peu relevé par les écus, les louis et les ducats que l'Angleterre a répandu directement ou fait verser par la Hollande dans les lieux où elle l'a trouvé EXPÉDIENT _pour ses intérêts_, comme on le dit au parlement britannique.

Elle veut essayer si l'embarras passager de nos finances, si nos troubles intérieurs, si l'influence de ses agens, si l'animosité de nos partis, si le délire d'une philosophie égoïste, vaine et sans expérience, ne nous feront pas renoncer à nos traités et abandonner nos alliés. Déja elle a fait répandre que «le _pacte de famille_ n'étoit point obligatoire, que c'étoit une convention entre les familles des princes auxquelles les peuples ne peuvent appartenir». Elle a compté que l'ancienne légèreté françoise qui se dissipe, mais qu'elle croit encore subsistante, ne permettroit pas de consulter ce traité, le feroit juger sur l'étiquette, et empêcheroit de remarquer que c'est un _pacte pour assurer la conservation et l'inviolabilité du territoire des nations confédérées, qui n'avoient alors aucun autre moyen d'exprimer leurs volontés publiques et de statuer sur leurs intérêts respectifs; que c'est un pacte dont l'objet est de ne former ainsi qu'une famille des quatre peuples_, dont les princes descendent du bon Henri.

Elle veut, si nous donnons dans le piège, et si malgré notre abandon l'Espagne ne plie pas, accabler cette puissance généreuse, revenir par une guerre courte et vive au résultat commercial, qui est le principal but de son armement; et ensuite retomber sur la France, dénuée à son tour du secours de l'allié qu'elle auroit laissé perdre; nous enlever nos colonies de l'Amérique et de l'Inde, détruire notre marine et notre commerce, ruiner nos ports, nous réduire à n'être qu'une puissance continentale; appeler sur nous d'autres ennemis, car la foiblesse n'en manque jamais, et nous mettre dans tous les sens hors d'état de lui rien disputer.

Dans ce plan, qui me paroît manifeste, et qu'un enfant en politique verroit comme moi, c'est avec beaucoup de sincérité que

l'Angleterre nous assure, «que son armement actuel n'est pas dirigé contre nous, et qu'elle désire entretenir (_pour le moment_) la bonne harmonie qui règne si heureusement entre les deux nations». Notre tour n'est pas encore venu; et quoique la nation Espagnole soit vaillante, puissante et respectable, il est tout simple que l'Angleterre aime mieux faire la guerre avec l'Espagne qu'avec nous. Il est encore plus simple qu'elle aime mieux faire la guerre avec l'Espagne et nous l'un après l'autre, qu'avec l'Espagne et nous réunis.

Mais si tel est le vœu de l'Angleterre, ce ne doit pas être le nôtre.

CHAPITRE II.

Ce que doit vouloir la France?

Nous devons vouloir ne pas perdre notre commerce avec l'Espagne, qui est le plus avantageux de tous ceux que fait la France. Nous devons vouloir qu'il ne passe pas à une puissance rivale. Nous devons vouloir nous faire un titre de notre fidélité aux conventions politiques du pacte de famille, pour obliger l'Espagne d'exécuter, plus ponctuellement qu'elle ne l'a fait, son esprit et ses conventions, relativement au commerce.

Nous devons vouloir ne pas nous laisser désemparer avant de combattre. Le succès des guerres maritimes dépend du nombre des vaisseaux et de celui des matelots avec lesquels on peut les armer. Sous ces deux aspects, les couronnes de France et d'Espagne, et les états-unis d'Amérique, leurs alliés, sont supérieurs à

l'Angleterre, même jointe à la Hollande; mais, séparément, aucune de ces puissances ne pourroit résister seule, par mer, à l'Angleterre seule.

Si nous n'avions donc pas avec l'Espagne une alliance ancienne et sacrée, il faudroit la faire pour nous assurer l'équilibre des forces maritimes et la conservation des parties lointaines de notre empire.

Je sais qu'on a dit et qu'on pourra dire encore dans des livres, qu'on a même dit dans la tribune de l'assemblée nationale «qu'il ne nous est pas utile d'avoir des possessions lointaines; que nos colonies, de toute espèce, ne sont qu'un fardeau dispendieux, et que d'ailleurs, nous n'avons aucun besoin d'alliés», même contre l'Angleterre, dont la première démarche simultanée avec ces beaux discours, a été d'armer contre nous le stathouder son allié, qu'elle a fait roi despotique de Hollande, et la Hollande qu'elle lui a soumise.

Rien de plus raisonnable que ces conseils, s'ils nous étoient donnés par un ambassadeur d'Angleterre.

Quant aux écrivains et aux orateurs françois qui raisonnent ainsi, et qui se font applaudir pour raisonner ainsi, oseroient-ils avancer que nous n'avons pas besoin de Bordeaux, de Marseille, de Nantes, de Rouen, du Havre-de-Grace, de Saint-Malo, de l'Orient, de la Rochelle, de Bayonne, de Dunkerque! Perdons nos Colonies, et la plupart de ces ports seront détruits; et ceux dont la destruction ne sera point totale, n'auront plus qu'une ombre de leur grandeur et de leur opulence passée. Les banqueroutes, accumulées sur les banqueroutes, anéantiront nos capitaux, nos fabriques, nos arts, notre industrie. Toutes ces sources de puis-

sance, tous ces moyens de richesse, sont l'héritage que nos pères nous ont transmis, que le peuple a confié à la sagesse et au courage de l'Assemblée Nationale, et qu'il s'est attendu à voir prospérer et s'améliorer dans les mains de ses représentans.

Enfin, ce que nous devons vouloir avant tout, c'est d'honorer nos premiers pas vis-à-vis des nations étrangères par la fidélité, par la loyauté, par la fermeté, et en montrant qu'il n'est pas vrai qu'il faille juger les François de France par les François de Londres, ni par les correspondans qu'ils ont laissés ou envoyés dans leur patrie.

Qu'il n'est pas vrai que notre puissance politique soit détruite, ni même en souffrance; que quelques désordres intérieurs excités à force de peines, d'émissaires, de lettres et d'argent, par quelques ennemis du bien public, n'y font rien; que nous avons au contraire fondé une puissance vraiment nationale, qui ne souffrira pas qu'aucun peuple étranger ose nous prescrire des loix, ni troubler arbitrairement la paix de quiconque a fondé sa sûreté sur notre alliance.

M. de Volney a dit avec beaucoup de noblesse que _nous faisons notre entrée dans l'univers_. L'opinion qu'on y aura de nous dépend de nous-mêmes. Quoiqu'il en puisse coûter, il est heureux pour un peuple nouveau qui a autant d'énergie que le nôtre, d'être appelé par les événemens et par l'imprudence ambitieuse de ses voisins à déployer et à fixer, au moment même de sa constitution, le caractère qu'il devra faire respecter par toutes les nations et dans tous les siècles.

CHAPITRE III.

Considérations qui doivent achever de fixer la volonté de la France.

Je ne dis pas que la guerre ne soit un horrible fléau. Je ne dis pas qu'en faisant un très-grand mal à nos ennemis, elle ne doive aussi nous en faire un très-affligeant. Je ne dis pas qu'elle ne doive faire périr un grand nombre de citoyens très-estimables; car il y a cela d'affreux dans la guerre, que c'est tout ce qu'on a de meilleur qu'il faut exposer, et dont il faut perdre une partie; c'est la fleur des hommes pour le corps, et sur-tout pour l'ame, qu'il faut envoyer au combat, à la mort; les autres n'iroient point. Je ne dis pas enfin, que la guerre ne doive consumer un tiers ou la moitié de nos biens, ci-devant ecclésiastiques, dont nous pourrions faire un beaucoup meilleur usage, s'il plaisoit à nos voisins de nous laisser en paix.

Je dis, au contraire, qu'il faut éviter la guerre autant qu'il nous sera possible; mais qu'il faut l'éviter par les moyens propres à la prévenir, non par ceux qui ne pourroient qu'y conduire irrésistiblement.

Eviter n'est pas fuir. C'est ordinairement par poltronnerie qu'on plie, qu'on recule, ou qu'on fuit; mais c'est encore plus par bêtise. La foiblesse et la peur sont des passions stupides qui vont toujours contre leur objet, qui redoublent toujours l'insolence des adversaires et le danger réel de la chose.

Il ne faut pas croire que nous ayons la paix en disant aux Anglois, «qu'ils peuvent faire ce qui leur plaira, qu'ils n'ont rien à craindre de notre part, et que très-assurément nous ne voulons et

ne ferons point la guerre». S'il étoit possible qu'un peuple comme le nôtre, qu'une assemblée nationale comme la nôtre, qu'un roi comme le nôtre livrassent ainsi notre gloire et nos amis, au glaive des usurpateurs, nous aurions la guerre beaucoup plus certainement, et nous l'aurions au moment qu'il plairoit à l'Angleterre de choisir, après qu'elle auroit augmenté ses moyens, après qu'elle auroit diminué les nôtres; nous l'aurions beaucoup plus redoutable, beaucoup plus funeste, nous l'aurions nécessairement malheureuse.

Il ne faut pas croire que nous toucherons le ministère britannique par de la morale. S'il avoit de la morale, joueroit-il le sort de trois empires, la mort d'un million d'hommes, la perte de trois milliards pour un sujet aussi futile que celui qui lui met aujourd'hui les armes à la main? Les joueroit-il même pour l'avantage douteux d'un traité de commerce?

Il ne faut pas croire que nous l'attendrissions par la pitié. Il riroit de nos génuflexions philosophiques; et quand il n'en devroit pas rire, voudrions-nous faire pitié à l'Angleterre?

Il ne faut pas croire que nous déterminions le peuple anglois par l'estime que lui ont inspiré plusieurs de nos décrets, et par le desir de laisser finir la grande expérience de notre constitution. C'est notre constitution qu'il redoute.

Nous déterminerons le peuple anglois à suivre les conseils de sa magnanimité naturelle, nous donnerons à penser à son ministère, nous en imposerons aux projets ambitieux que celui-ci médite, en leur montrant, en leur faisant toucher au doigt qu'il est au-dessus de leur pouvoir d'arrêter notre marche; qu'au moment où, comme le homard, nous faisons avec un pénible et doulou-

reux travail une cuirasse nouvelle, plus grande et plus solide que l'ancienne, que dans l'anxiété même qui accompagne cette surprenante opération, la main est encore assez forte pour qu'on ne puisse la braver impunément.

Nous influerons sur leurs résolutions en leur montrant que nous avons calculé leurs projets, leurs moyens, les nôtres; que nous savons très bien qu'ils desirent négocier avec nous jusqu'au mois de novembre, afin de donner à leurs matelots le temps de rentrer; qu'ils ne se soucient pas que nous prenions part à la querelle au mois de juillet, parce que leurs navires marchands seroient à notre merci; qu'ils voudront ensuite nous frapper au bout du monde, afin d'éloigner nos forces de chez eux; qu'ils ont de la répugnance à recevoir notre visite; et que de notre côté nous en avons beaucoup à nous diriger par leurs conseils et par ceux de leurs amis; que nous voulons sincèrement la paix, mais que s'ils ne nous donnent pas les preuves les plus incontestables du même desir, et si nous ne pouvons douter de la nécessité de combattre, nous n'attendrons pas pour cela leur commodité, ni leurs plans; que nous prendrons et suivrons les nôtres; que nous ferons la guerre avec intelligence, avec capacité, pour les époques et pour la manière.

Nous les déciderons enfin en les avertissant que s'ils nous forcent à notre première guerre nationale, que nous n'avons point cherchée, qui vient attaquer nos alliés et nous, parce qu'elle nous croit séduits et foibles, une fois l'épée tirée, ils ne nous la feront pas remettre au fourreau lorsqu'ils le jugeront convenable; que nous ne pourrons pas oublier que cette guerre est venue de ce qu'ils nous ont crus faciles à tromper ou à vaincre, et de la confiance qu'ils ont mis dans leurs richesses, dans leur crédit,

dans leurs vaisseaux; que nous voudrons tarir la source d'un semblable sujet de division et que nous ne ferons plus la paix que chez eux, lorsque leur banque aura fait banqueroute, et que tous leurs arsenaux maritimes seront détruits.

Cela nous le pouvons; et cette manière de négocier, très-loyale, sera en même tems très-efficace.

Il faut l'appuyer des mesures propres à en justifier le style.

Ces mesures et les instructions que la négociation pourroit comporter, seront exposées avec beaucoup de simplicité dans le chapitre suivant.

CHAPITRE IV.

Négociation avec la Cour de Londres pour conserver la paix.

CETTE négociation doit avoir deux branches: ce que nous avons à faire chez nous pour donner le poids convenable à nos discours; ce que nous avons à dire à Londres.

C'étoit autrefois une règle de politique lorsque l'Angleterre armoit, que la France armât un nombre de vaisseaux précisément égal. Elle le peut toujours à la première campagne, parce que l'Angleterre alors a ses matelots dispersés; comme elle peut toujours aussi rendre cette première campagne décisive, si elle sait la combiner avec vigueur et avec sagesse.

J'avois proposé à l'assemblée nationale cette mesure provisoire. L'amendement qui renfermoit ma proposition fut rejeté, comme traitant du fait avant que le droit fût décidé.

Par la décision sur celui-ci, l'assemblée nationale a confié à la prudence du roi tous les préparatifs convenables. Il est possible que le ministère ait regardé le refus de s'expliquer sur la force de notre armement comme une indication que l'assemblée desiroit qu'on se renfermât dans les bornes du premier, auquel elle a donné son approbation.

S'il a pensé ainsi, je crois que le ministère a eu tort. Je crois que la nécessité de l'équilibre dans les armemens étoit impérieuse; mais il est possible aussi, et même vraisemblable en cette occasion, que le tort du ministère ait été déterminé par un motif louable d'égards et de respect pour ce qu'il aura cru les vues de l'assemblée Nationale.

Quoiqu'il en soit, un tems très-précieux a été perdu.

Il devient difficile à présent d'avoir un armement de vaisseaux de guerre égal à celui de l'Angleterre, aussi promptement prêt que le sien.

Mais il reste une ressource très-bonne et très-imposante; c'est d'armer en toute diligence le plus grand nombre possible de frégates et de corsaires.

Quand la guerre commence avant l'hiver, l'Angleterre est très-vulnérable par la France; elle le sait, et c'est pourquoi ses guerres sont toujours précédées des plus grandes protestations d'amitié pour nous, et des plus fortes assurances qu'elle a le desir de la paix.

Ces assurances doivent être mutuelles; mais pour qu'elles soient sincères de la part de l'Angleterre, il faut qu'elles soient accompagnées du désarmement; et pour qu'elles fassent impres-

sion de la nôtre, lorsque l'Angleterre ne désarme pas, il faut qu'elles soient accompagnées d'un armement très-sérieux.

Celui que la nature des choses nous indique actuellement est, comme on vient de l'exposer, un armement de frégates et de corsaires. L'Angleterre a sept mille vaisseaux marchands dehors, montés d'environ _soixante et dix mille matelots_; avec des croisières intelligentes, nos frégates et nos corsaires peuvent en enlever un tiers: ce sont _vingt-cinq mille_ matelots; c'est la faculté d'armer _cinquante vaisseaux de guerre_, dont nous pouvons priver l'Angleterre. Il seroit absurde, si sa conduite nous montre que nous ne pouvons attendre de sa part que la guerre, et si elle se refuse à un désarmement réciproque, de lui laisser les cinquante vaisseaux de guerre de plus.

Il faut bien se garder sans doute ce commencer les hostilités, tant qu'il y aura espérance de conserver la paix; mais si l'Angleterre, en se refusant à un désarmement respectif, manifeste sans équivoque ses intentions hostiles, il faut être en état d'agir aussitôt qu'on aura une connoissance indubitable de sa résolution.

Il faut donc que nos corsaires soient prêts à mettre en mer au moment où l'espoir de la paix sera totalement dissipé. Pour nous donner ce moyen de puissance, pour être certains que le zèle de nos armateurs sera employé avec toute l'activité possible, il faut que ces armateurs puissent gagner à leurs armemens, et ne puissent pas y perdre: il faut à cet effet, en les autorisant et les invitant à préparer à la course les vaisseaux qui sont à leur disposition, leur fournir, des arsenaux de la nation, les munitions nécessaires, et les assurer que si la guerre n'a pas lieu, ils seront remboursés de tous leurs frais en argent, ou en bons assignats sur les domaines nationaux.

Il arrivera deux événemens, l'un: ou nous aurons la paix, et alors l'argent dépensé dans notre propre pays, aux préparatifs militaires qui nous l'auront procurée, sera un argent parfaitement employé; ou nous aurons la guerre, et alors l'avantage d'avoir fait gagner une trentaine de millions sur l'ennemi à nos armateurs et à nos matelots, et celui d'avoir affoibli sa puissance de la possibilité d'armer cinquante vaisseaux, enchaîneront la fortune et décideront la punition que mérite un peuple qui engage une guerre générale pour des déserts; ou, ce qui seroit bien plus odieux encore, pour empêcher ses voisins, s'il le pouvoit, de fonder une constitution libre et de donner un grand exemple à l'humanité.

Nos mesures prises dans nos ports, et pendant qu'on presseroit nos armemens avec la plus grande célérité, le roi ordonneroit à son ministre des affaires étrangères et à l'ambassadeur de France, de notifier à la cour de Londres nos dispositions pacifiques et nos précautions prudentes; notre résolution de cesser tout armement au moment où les Anglois désarmeront eux-mêmes; notre résolution de profiter de tous nos avantages pour ne pas faire une guerre malheureuse, si c'est la guerre que désirent les Anglais.

Ces agens du roi et de la nation des François pourroient être chargés de parler à-peu-près ainsi au roi et au ministère de la Grande-Bretagne:

«Vous savez seuls quelles sont vos intentions. Les autres nations ne peuvent en juger que par votre conduite. Voulez-vous la guerre ou ne la voulez-vous point? Si vous ne la voulez point, vous êtes parfaitement sûrs qu'elle ne sera point faite; l'univers est aussi sûr que vous pouvez l'être, que l'Espagne ne viendra pas

vous attaquer; et quant à nous, il est visible que nous avons infiniment mieux à faire que la guerre.

»Vous ne pouvez dissimuler que vos prétentions sur le commerce, au nord de la Californie ne sont qu'un vain prétexte, que l'objet est sans aucun intérêt pour vous, et que si vous n'en aviez pas un autre, vous n'auriez jamais fait la dixième partie de l'armement que vous avez commandé pour une si misérable conquête.

»Si c'est donc à la guerre que vous vous déterminez, pour cette cause, ou pour toute autre cause d'ambition, car vous n'en avez aucune, de raison, de justice, ni d'intérêt bien entendu, songez à ce qu'elle coûtera; et ne trouvez pas mauvais que votre peuple y songe. Permettez à vos voisins, qui sont encore vos amis, de vous en mettre l'apperçu sous les yeux.

»Vous la commencerez chargés de dettes, sur les seules ressources d'un crédit épuisé; vous la commencerez contre deux nations, dont l'une ne doit presque rien, et dont l'autre vient de mettre à sa disposition _deux ou trois milliards_ de capitaux en très-bons fonds de terre, qu'au besoin vos propres capitalistes s'empresseroient d'acheter. Où avez-vous l'équilibre de cette puissance? Quel est le clergé dont vous avez les biens à vendre? et vos domaines nationaux que valent-ils?

»Si la guerre est courte, elle se fera chez vous mêmes avec toute l'impétuosité françoise; calculez-en les malheurs.

»Si elle est longue, la victoire sera pour le dernier écu. Où sont les écus que vous avez à y employer, qui égalent le quart seulement des biens nationaux que nous y pouvons consumer?

»Il vous faut du crédit; nous n'en avons que faire. Votre richesse est dans la main des prêteurs que vous pourrez déterminer; la nôtre est dans notre main. Vous donnerez à vos fournisseurs d'argent des _promesses_ de les payer, que vous réaliserez peut-être, si votre banque peut résister à l'inspection de nos grenadiers. Nous donnerons aux nôtres en échange effectif, de la main à la main, la valeur même de leur monnoie, et à quelques égards une valeur supérieure; nous leur donnerons des héritages susceptibles d'amélioration.

»Voilà pour les moyens d'agir; voyons à présent la manière. Vous saviez ce que c'étoit qu'une guerre royale avec la France, et quelquefois vous vous en êtes mal trouvés; vous n'avez aucune idée d'une guerre nationale, de son activité, de son opiniâtreté, de son acharnement, de la réunion de volontés, et d'efforts que doit y porter l'enthousiasme excité par une nouvelle patrie; de ce dont sont capables nos anciens guerriers qui chercheront à justifier leur gloire, nos nouveaux guerriers qui auront à montrer qu'ils peuvent mériter une gloire plus grande encore.

»Nous ne disons point cela par jactance; nous devons vous vaincre, parce que nous sommes plus nombreux que vous, parce que nous avons aujourd'hui plus de richesses libres que vous, parce que notre empire est essentiellement et encore accidentellement plus puissant que le vôtre; nous ne nous flattons pas de vous effrayer. Vous pouvez être les amis les plus estimables et les plus utiles; vous êtes les plus respectables ennemis que l'on puisse avoir.

»Mais si l'une des deux nations ne doit pas prétendre à inspirer de la terreur à l'autre, pourquoi le prétendriez-vous?

»Nous ne sommes plus livrés aux intrigues de cour et aux incertitudes ministérielles. Vous pouvez avoir chez nous quelques stipendiaires; dès qu'ils sont soupçonnés, ils sont sans pouvoir. Vous ne séduirez ni notre assemblée nationale, chargée du dépôt de la confiance de tout un peuple; ni notre cabinet, qui voit tous les regards fixés sur lui.

»Vous nous trouverez donc également prêts à l'un et à l'autre événement, également sûrs dans l'un et dans l'autre d'obtenir votre estime et celle de toutes les nations.

»Voulez-vous la paix? jurons-la; elle sera sacrée. Mais prouvez que vous la voulez réellement; désarmez, désarmons tous.

»Voulez-vous la guerre et vous réserver de la faire à votre tems, en parlementant sous les armes? cela ne convient ni à notre loyauté, ni à notre intérêt, ni à la vivacité de notre caractère. Nous courrons au-devant de vos vœux: nous regarderons le refus du désarmement comme une déclaration formelle, et nous prendrons d'ici à la fin de l'année, autant qu'il nous sera possible, de vos navires marchands. Nos armateurs y gagneront sans doute, mais ce n'est point une vile cupidité qui nous fera commencer par cette opération; c'est principalement afin que vous n'ayez pas les matelots de ces navires pour armer vos vaisseaux de guerre.

»Aussitôt ensuite que, par nous et nos alliés, nous aurons rassemblé une force suffisante pour assurer notre passage, nous irons chez vous. Les nouvelles d'Amérique et de l'Inde s'attendent trop longtems. C'étoit à faire aux ministres, de se livrer à des combinaisons pour les immenses préparatifs d'expéditions éloignées. Nous sommes convaincus que la puissance doit rester à ceux qui seront les maîtres en Europe. Nous aimons la paix; elle

nous est infiniment chère; nous sommes pressés d'en jouir; si vous ne la donnez pas aujourd'hui, et visiblement solide, à nous, à nos alliés, lorsque nous vous en demandons l'assurance avec une sincère affection, sur notre honneur nous irons la chercher à Londres, et nous l'y trouverons.

»Répondez vîte; car il faut que les désarmemens commencent dans la huitaine, ou les hostilités dans un mois. Mais au nom du ciel, répondez comme des sages, comme nos instructeurs, comme des amis du genre humain.»

Si après que nous aurons agi et parlé ainsi, les Anglois persévèrent à vouloir la guerre, c'est que leurs dispositions la rendent inévitable; nous ne pourrons les corriger de cette persévérance que par la guerre elle-même. Alors il vaut mieux la faire prompte et bonne que de la retarder trois mois, et de la faire mauvaise et malheureuse. En la commençant en tems opportun nous la ferons bonne, brève, et la plus avantageuse qu'il soit possible.

Si au contraire les Anglois méritent leur réputation, s'ils sont aussi profonds penseurs qu'ils passent pour l'être, la guerre n'aura pas lieu.

S'il y a un moyen de la prévenir, ce sont cette conduite et ces discours: il n'en est, il ne peut en être aucun autre.

Heureuse négociation, si convenable à mon pays, où l'on ne peut espérer de succès que par la franchise, la loyauté et le courage!

Certainement ce n'est pas sans quelque battement de cœur, quand on porte une ame humaine, qu'on se décide à ces grands partis. Mais ce n'est point un malheur pour une société naissante

d'être obligée, dès ses premiers instans, de se déployer toute entière. Il faut alors bénir la nécessité qui l'y contraint. Si le jeune Hercule n'eût pas été attaqué par deux serpens dans son berceau, vingt ans peut-être se seroient écoulés sans que sa mère eût eu la douceur de savoir ce que devoit un jour être Hercule.

J'ajouterai quelques mots sur les questions dont l'éditeur a cru devoir faire précéder mon ouvrage.

Je propose de demander à l'Angleterre un désarmement respectif.

Un désarmement mutuel ne peut compromettre les droits de personne, et garantit la sûreté de tous.

Si les prétentions de l'Angleterre sont justes, elle pourra prouver leur justice, et nous engagerons notre allié à y avoir égard.

Soixante vaisseaux de guerre sont un moyen, et ne sont pas une raison.

Nous ne devons pas souffrir qu'on emploie ce moyen, tant que la raison n'est pas constatée. Qui s'y obstineroit, annonceroit qu'il ne compte pas sur la bonté de sa cause, mais sur la puissance de ses armes; il ne voudroit pas discuter, il voudroit combattre.

Cela n'est pas juste en soi; cela ne le seroit pas relativement à nous.

Nous devons songer à notre sûreté: il est juste que la France subsiste et qu'elle ne puisse, en aucun cas, être opprimée ou dépouillée de quelque partie de son empire. Il est donc juste qu'elle

ne laisse pas détruire les voisins dont la puissance et les engagemens garantissent l'intégrité de ses possessions.

Si l'Espagne avoit tort, la France devroit dire à l'Angleterre: «j'emploierai ma médiation à vous faire rendre justice; mais je ne consentirai point que vous prétendiez vous-même vous la faire».

Lorsqu'on a un ami, et qu'il a une mauvaise querelle, on le ramène à la raison; mais on ne laisse point assassiner son ami; ce seroit lâcheté, ce seroit imprudence. Celui qui auroit frappé votre ami, fût-ce avec raison, pourroit vous frapper à votre tour sans raison quand vous n'auriez plus d'ami. Où il y a menace, l'homme de sens, l'homme de bien, l'homme de cœur et de force interdit les voies de fait. Ensuite il juge et concilie.

Voilà le rôle qui convient à la France. Et ce rôle de la raison, de la prudence, de la puissance, l'oblige d'_exiger_ un désarmement respectif.

CORRESPONDANCE NATIONALE.

Discours prononcé par M. de Klinglin, lieutenant de roi à Strasbourg, et commandant à présent en Alsace, à une confédération de douze mille hommes, tant de gardes nationales de haute et basse Alsace, que de troupes réglées, réunies dans la plaine des Bouchers près de Strasbourg, qui a eu lieu le 12 de ce mois. L'union, la fraternité, l'ordre ont régné à cette fête civique.

Citoyens françois, et vous mes compagnons d'armes! c'est sur l'autel de la patrie, c'est devant l'Être-Suprême qui voit le fond de mon cœur; devant les respectables magistrats dont la vertu justifiant si bien notre choix, que je viens jouir du bonheur précieux

de voir pour la première fois réunis, les drapeaux des citoyens militaires, et des militaires citoyens.

Ralliés autour de ces signes éclatans du civisme qui ne fait de nous qu'une seule et même famille, quel bonheur cette union promet à la patrie! C'est sur elle que vont poser les fondemens de cette liberté, d'autant plus chère à tout François, qu'elle est soumise à la loi, et que la loi veillera sans cesse pour le bonheur de tous à sa conservation. C'est elle qui consacre à la postérité les vertus d'un roi qui s'en est montré le si digne restaurateur, et qui lui assure notre amour et les bénédictions de nos descendans. C'est par cette réunion enfin, qu'attentifs à écarter les ennemis de la nation, nous verrons naître les beaux jours du premier empire du monde.

Né dans le département, je joins à l'honneur d'y commander en ce moment, le droit de citoyen actif; je ne cesserai d'en remplir les devoirs avec le zèle et la fidélité la plus constante. Je viens donc renouveler ici, et comme citoyen et comme militaire, le serment fédératif qui doit nous unir, et rendre nos nœuds indissolubles, malgré tous les efforts qu'on voudroit faire pour les rompre. Attaché comme vous, mes amis et mes frères, au succès de la constitution, sur laquelle la nation qui l'a adopté fonde sa _prospérité et son bonheur, je viens jurer avec vous_ etc., _la formule du serment_.

SOCIÉTÉ DE 1789.

La Société de 1789, toujours occupée de son objet principal, qui est de développer les principes d'une constitution libre a célébré d'une manière particulière le retour annuel de l'époque où les

représentans du peuple françois se constituèrent en assemblée nationale, et décidèrent ainsi du sort de la France.

Le 17 juin, 200 membres de la Société, réunis dans un repas civique, ont rappelé la mémoire de ce beau jour. MM. Bailly, la Fayette, Sieyes, le Chapelier, avoient au milieu d'eux le général Paoli, ce généreux martyr de la liberté qui avoit été invité au nom de la Société.

Ce n'étoit point une fête de luxe, c'étoit une commémoration patriotique de l'époque de la liberté françoise, l'assemblée nationale elle même en avoit fait une pareille, et son président étoit M. Sieyes. Il présida aussi au dîné de la Société, dont il est membre.

M. Bailly y porta les santés suivantes.

1°. A la constitution de la chambre des communes, le 17 juin, en assemblée nationale, et celui qui en a conçu l'idée.

2°. Celui qui a provoqué l'institution des gardes nationales, et de ceux qui l'ont propagée.

3°. A la grande fédération du 14 juillet.

4°. A tous ceux qui ont voulu la liberté de leur pays et qui ont souffert pour elle.

5°. Hommage aux mânes de _Franklyn_, compagnon imprimeur, ministre plénipotentiaire en France, et principal fondateur de la liberté américaine.

6°. A ceux qui ont le courage de faire respecter les loix établies par les représentans d'un peuple libre.

7°. A tout ami de l'humanité.

8º. Aux amis de la constitution et de la tranquillité publique.

9º. Aux mesures bienfaisantes qui conduiront à la destruction de la mendicité.

Un membre proposa qu'on fît, sur-le-champ, une contribution pour la délivrance des prisonniers détenus pour mois de nourrice. Une acclamation générale accueillit ce vœu, et on remit entre les mains de M. le maire la somme destinée à cet acte de bienfaisance.

Les prisonniers délivrés seront rendus à leurs familles, dans le sein desquelles ils sont nécessaires, sans être montrés en procession au peuple: les secours à l'humanité doivent être dégagés de tout apareil affligeant pour la sensibilité des infortunés qui les reçoivent.

Les dames de la halle ont demandé à être introduites, et elles ont présenté, avec des bouquets, l'adresse suivante.

MESSIEURS,

«Dans ce jour qui nous rappelle une des plus belles époques de la nation françoise, permettez à de bonnes citoyennes de vous faire agréer et leurs hommages et leurs respects.

»Quoique nous soyons dans la saison des fleurs, nous n'aurions pu en trouver suffisamment, s'il avoit fallu donner une couronne à tous ceux d'entre vous qui en ont mérité. Nous n'en avons qu'une; nous la placerons sur la tête de M. l'abbé Sieyes, président de l'assemblée nationale, et nous croirons ainsi couronner l'assemblée entière.

»Nous avons, en outre, un bouquet à lui offrir, comme au père de notre constitution.

»Nous en avons un pour notre bon maire, qui, par son génie et son patriotisme, a préparé, a aidé la formation de cette constitution.

»Nous en avons un pour notre bon général, à qui cette constitution doit une nouvelle vie. Sans lui, sans son activité, de belles loix n'auroient pas été exécutées.

»Nous avons un bouquet pour M. de Mirabeau; il parle trop bien, il dit tous les jours de trop belles choses, pour que nous ne soyons pas intimidées quand nous cherchons à faire son éloge.

»Nous en avons un pour M. le Chapellier, qui, sans cesser d'être Breton, est devenu bon Parisien, et a fait souvent des demandes utiles en faveur du bon peuple de Paris.

»Nous en avons un pour M. l'évêque d'Autun, le seul de sa classe qui se soit rappelé que nous étions ses frères, et qui a su sacrifier son intérêt particulier à l'intérêt général.

»Nous en avons un pour ce général étranger, qui ne l'est pas parmi vous; toute sa vie a été un combat pour la liberté, contre le despotisme; et le général Paoli, sous ce rapport, figure bien auprès du général de la Fayette.

»Nous en avons un.... Hélas! non, messieurs, je me trompe, nous n'en avons plus, nos fleurs sont épuisées avant que nous ayons pu vous exprimer les sentimens de nos cœurs.

»Jamais vos noms ne seront oubliés; nous les rappellerons à nos enfans, comme celui de leurs plus grands bienfaiteurs; il ne

sortira jamais de notre mémoire le souvenir agréable d'avoir vu réunir dans un même jour, dans un même lieu, à la société de 1789, tous les illustres membres de l'assemblée nationale, à qui nous devons une constitution que nous bénirons tous les jours de notre vie».

Une chanson patriotique a été chantée d'abord dans la grande salle du club, et répétée ensuite à la fenêtre, d'après la demande d'un peuple immense rassemblé dans le Palais-Royal. Cette chanson, pleine de traits saillans et analogues à la circonstance, a eu le plus grand succès.

AIR _des Dettes_.

Les traîtres à la nation Craignent la fédération, C'est ce qui les désole; Mais aussi depuis plus d'un an La liberté poursuit son plan, C'est ce qui nous console.

L'instant arrive où pour jamais Vont s'éclipser tous leurs projets, C'est ce qui les désole; Et l'homme enfin va pour jamais Rétablir l'homme dans ses droits, C'est ce qui nous console.

Il arrive souvent qu'au bois On va deux pour revenir trois, Dit la chanson frivole; Trois ordres s'étoient assemblés, Un sage abbé les a mêlés, C'est ce qui nous console.

Quelques-uns regrettent leurs rangs, Leurs croix, leurs titres, leurs rubans, C'est ce qui les désole; Ne brillons plus, il en est tems, Que par les mœurs et les talens, C'est ce qui nous console.

Sans doute on fera moins de cas Et des cordons et des crachats, C'est ce qui les désole; Mais les lauriers, mais les épis, Les feuilles de chêne ont leur prix, C'est ce qui nous console.

On en a vu qui, tristement, N'ont fait qu'épeler leur serment, C'est ce qui nous désole; On va le faire à haute voix, De bouche et de cœur à la fois, C'est ce qui nous console.

La veille de ce dîner, la Société a arrêté que ceux de ses membres qui pourroient donner des logemens aux députés à la fédération générale, s'inscriroient sur un registre, et que ce registre seroit ensuite envoyé à l'hôtel de la mairie, pour que les districts qui ont tous montré le même zèle, fussent soulagés d'autant. Le concours des citoyens de toutes les parties du royaume sera sûrement plus grand qu'on ne croit; le patriotisme des membres de la société, dans cette occasion, a déjà formé une liste assez considérable de logemens à donner.

Les discussions les plus intéressantes sur les différens objets de la constitution, ont lieu plusieurs fois la semaine dans les assemblées de la société; nous nous proposons d'en donner incessamment le précis à nos lecteurs.

Sources et licence

Texte : https://www.gutenberg.org/ebooks/78981. Domaine public (texte redistribue sans la marque Project Gutenberg). Mise en forme : liregratuitement.com. Tout ce que nous ajoutons reste libre.